



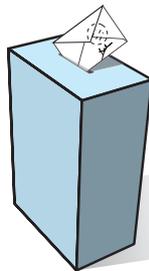
# Mexique

## Le cadre légal

### Législation nationale

Systèmes et concepts	Organisations militaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi organique de l'administration publique fédérale (DOF 29/12/1976. Dernière réforme: DOF 01/10/2007)</li> <li>- Loi de Sécurité nationale (DOF 31/01/2005. Dernière réforme: DOF 26/12/2005)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Loi de discipline de l'Armée de terre et de Force aérienne mexicaines (DOF 15/03/1926. Dernière réforme: DOF 10/12/2004)</li> <li>- Loi organique des tribunaux militaires (DOF 22/06/1929. Dernière réforme: DOF 24/02/1931)</li> <li>- Code de justice militaire (DNL N° 005 - 31/08/1933. Dernière réforme: DOF 29/06/2005)</li> <li>- Loi du service militaire (DOF 11/09/1940. Dernière réforme: DOF 23/01/1998)</li> <li>- Loi qui crée l'Université de l'Armée de terre et la Force aérienne (DOF 29/12/1975)</li> <li>- Loi de récompenses de la Marine du Mexique (DOF 14/01/1985)</li> <li>- Loi organique de la Banque nationale de l'Armée de terre, de la Force aérienne et de la Marine (DOF 13/01/1986. Dernière réforme: DOF 24/06/2002)</li> <li>- Loi organique de l'Armée de terre et de la Force aérienne mexicaines (DOF 26/12/1986. Dernière réforme: DOF 23/01/1998)</li> <li>- Loi de discipline pour le personnel de la Marine du Mexique (DOF 13/12/2002)</li> <li>- Loi organique de la Marine du Mexique (DOF 30/12/2002)</li> <li>- Loi des promotions et récompenses de l'Armée de terre et de la Force aérienne mexicaines (DOF 30/10/2003)</li> <li>- Loi pour la vérification, l'ajustement et le calcul des services de la Marine du Mexique (DOF 14/06/2004)</li> <li>- Loi de promotions de la Marine du Mexique (DOF 25/06/2004)</li> <li>- Loi d'éducation militaire de l'Armée de terre et de la Force aérienne mexicaine (DOF 23/12/2005)</li> <li>- Loi pour la vérification, l'ajustement et le calcul des services dans l'Armée de terre et la Force aérienne mexicaine (DOF 09/02/2006)</li> </ul>

Source: Élaboration propre sur la base de la législation mentionnée. Pour les dispositions constitutionnelles, voir chapitre 1



### Militaires et participation politique

	Retraités	En activité
Possibilité de vote	Oui	Oui
Présentation de candidatures	Oui	Oui <sup>(1)</sup>

(1) Il ne doit pas être en service actif pendant au moins quatre-vingt-dix jours avant l'élection pour être député (Constitution politique Art. 55) ou sénateur (Constitution politique, Art. 58), et six mois pour être Président (Constitution politique, Art. 82). La loi prévoit que pour les postes d'élection populaire les militaires doivent demander une permission spéciale appelée ex professo.

Source: Constitution, *Ley Orgánica del Ejército y la Fuerza Aérea Mexicanos* (DOF 26/12/1986; dernière réforme: DOF 23/01/1998) et *Ley Orgánica de la Armada de México* (DOF 30/12/2002).

## Traité internationaux

### Sur la sécurité hémisphérique

- Traité américain de solutions pacifiques (pacte de Bogotà):  
Signature: 30/04/1948  
Dépôt: 23/11/1948

### Sur l'armement

- Traité pour la proscription des armes nucléaires en Amérique latine et les Caraïbes (traité de Tlatelolco):  
Signature: 14/02/1967  
Dépôt: 20/09/1967
- Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires:  
Signature: 26/07/1968  
Dépôt: 21/01/1969
- Convention pour l'interdiction des armes chimiques:  
Signature: 13/01/1993  
Dépôt: 29/08/1994
- Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel:  
Signature: 03/12/1997  
Dépôt: 09/06/1998
- Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques ou à toxines et sur leur destruction:  
Signature: 10/04/1972  
Dépôt: 08/04/1974
- Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques:  
Signature: 10/04/1981  
Dépôt: 11/02/1982
- Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicite des armes à feu, munitions, explosifs et autres matériels connexes:  
Signature: 14/11/1997  
Dépôt: 01/06/1998
- Convention interaméricaine sur la transparence dans les acquisitions d'armes classiques:  
Signature: 07/06/1999  
Non ratifié
- Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE):  
Signature: 24/09/1996  
Dépôt: 05/10/1999

### Sur les droits de l'homme et la justice

- Convention interaméricaine sur les droits de l'homme (pacte de San José de Costa Rica):  
Adhésion: 24/03/1981
- Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes:  
Signature: 04/05/2001  
Dépôt: 09/04/2002
- Convention interaméricaine pour prévenir et sanctionner la torture:  
Signature: 10/02/1986  
Dépôt: 22/06/1987
- Tribunal pénal international:  
Signature: 07/09/2000  
Dépôt: 28/10/2005
- Acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de justice:  
Dépôt: 28/10/1947

### Sur le système hémisphérique

- Charte de l'Organisation des États américains:  
Signature: 30/04/1948  
Dépôt: 23/11/1948

Source: Élaboration propre basée sur des informations diffusées par les sites web du Bureau du droit international de l'OEA et du Bureau des affaires légales de l'ONU.

### Le budget

#### Budget de l'État 2008

Monnaie locale	1.899.925.000.000
US\$	173.350.821.168
<b>PIB 2008 (en US\$)</b>	<b>949.576.000.000</b>

#### Budget de la Défense 2008

Monnaie locale	51.579.409.059
US\$	4.706.150.462
<b>% du PIB</b>	<b>0,50</b>
<b>% du budget de l'État</b>	<b>2,71</b>

#### Budget de la Défense 2008 (en monnaie locale)

Branches*	Services personnels	Matériel et fournitures	Services généraux	D'autres courants et investissement matériel	TOTAL
<b>Programme Secrétariat de la Défense</b>					
Commandement Force aérienne mexicaine	1.946.752.698	318.006.667	267.979.074	0	2.532.738.439
Commandement État-major Défense nationale	2.555.507.195	176.372.181	160.102.878	0	2.891.982.254
Commandement régions militaires	16.500.944.823	1.529.184.159	792.083.533	60.048.805	18.882.261.320
Direction générale d'industrie militaire	390.915.283	231.910.122	115.594.562	0	738.419.967
Procuratie générale de justice militaire	177.028.569	4.907.484	5.700.993	0	187.637.046
Présidence suprême tribunal militaire	100.384.658	1.641.103	647.547	0	102.673.308
Direction générale d'éducation militaire	965.110.812	77.061.483	19.225.673	15.451.195	1.076.849.163
Direction générale de santé	2.715.227.967	379.858.330	28.846.855	0	3.123.933.152
Autres directions générales**	4.186.257.589	821.869.777	316.378.885	5.000	5.324.511.251
<b>Programme Marine</b>					
Junte d'amiraux	12.856.169	219.600	0	0	13.075.769
Junte navale	8.189.724	128.100	0	0	8.317.824
État-major général de la Marine	261.792.926	22.395.000	6.424.200	0	290.612.126
Forces, régions, zones et secteurs navals	6.725.082.694	1.170.283.815	470.980.839	0	8.366.347.348
Direction générale de constructions navales	129.707.600	100.676.900	5.678.500	338.000.000	574.063.000
Direction générale de la recherche et le développement	123.665.128	40.022.850	57.892.400	58.500.000	280.080.378
Autres directions générales***	2.212.393.055	463.307.594	289.275.079	631.552.400	3.596.528.128
Secrétariat ****	200.097.885	6.295.242	47.328.400		253.721.527
<b>Institut de sécurité sociale (ISSFAM)</b>	203.517.083	20.088.658	1.381.866.081	1.730.185.237	3.335.657.059
<b>TOTAL</b>	<b>39.415.431.858</b>	<b>5.364.229.065</b>	<b>3.966.005.499</b>	<b>2.833.742.637</b>	<b>51.579.409.059</b>

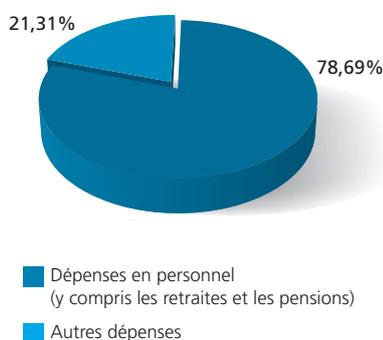
\* Unités responsables.

\*\* D'administration, de fabriques de vêtements et d'équipements, d'ingénieurs, de communication sociale et d'informatique.

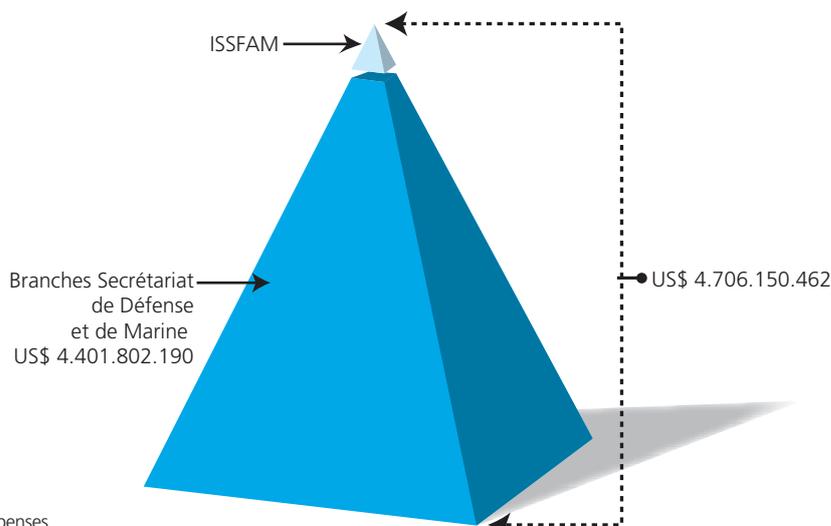
\*\*\* D'administration et finances, de services et de ressources humaines.

\*\*\*\* Comprend les unités responsables sous-secrétariat, administratif, juridique, d'inspection et de contrôle général.

Distribution du budget de la Défense 2008



Composition du budget de la Défense 2008



Source: Élaboration propre sur la base de la loi du budget des dépenses de la Fédération 2008. On considère ici le budget de l'État, ce que le Congrès a approuvé dans la loi citée ci-dessus.

PIB 2008: Projection de Perspectives de l'économie mondiale, FMI. On a pris cette source à des fins comparatives. Chaque pays élabore le budget sur la base de leur propre estimation du PIB.

La valeur du dollar prise correspond au taux de change selon les Perspectives de l'économie mondiale, FMI. Le taux de change moyen, sur la base des données de la Banque du Mexique, est de 10,93 Pesos. Les chiffres sont fournis en monnaie nationale pour d'autres calculs éventuels.

Les expressions traduites en gras (tableau) identifient les différents extraits en rapport avec la défense qui puissent se trouver sous la classification sectorielle ou institutionnelle dans la loi budgétaire.

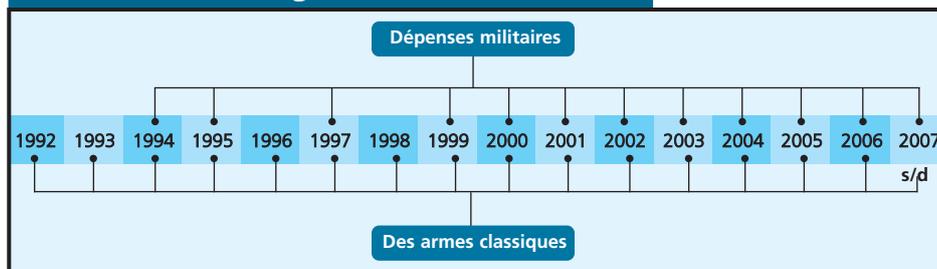


## Les définitions politiques

### Concepts

Qu'- est-ce que la Défense?	Qu'- est-ce que la Sécurité?
<p>Sauvegarder l'intégrité du territoire et préserver la souveraineté de la Nation est l'objectif et l'obligation incontournable de l'État mexicain. La longue lutte pour devenir une nation libre, une nation de droit, ne peut pas s'envisager sans les Forces armées. Garantir l'intégrité du territoire national est fondamental pour le progrès du Mexique. Les frontières, les mers et les côtes du pays ne doivent pas devenir une route pour l'action criminelle. Il ne faut pas permettre que le territoire national soit utilisé pour commettre des actions qui menacent la vie, la santé, l'intégrité physique et le patrimoine des mexicains.</p> <p>(Plan Nacional de Desarrollo 2007-2012)</p>	<p>La sécurité nationale comprend les actions destinées, de façon immédiate et directe, à maintenir l'intégrité, la stabilité et la permanence de l'État mexicain, impliquant la protection de la Nation mexicaine face aux menaces et risques d'affrontement; la préservation de la souveraineté et de l'indépendance nationales et la défense du territoire, le maintien de l'ordre constitutionnel et le renforcement des institutions démocratiques du gouvernement; le maintien de l'unité des éléments constitutifs de la Fédération; la défense légitime de l'État mexicain par rapport à d'autres États ou sujets de droit international, et la préservation de la démocratie, fondée sur le développement économique, social et politique du pays et ses habitants.</p> <p>(Ley de Seguridad Nacional – DOF 31/01/2005. Dernière réforme: DOF 26/12/2005, Art. 3)</p>

### Présentation des registres aux Nations unies



Source: Élaboration propre sur la base des rapports déposés auprès du Registre des armes classiques et le Système des Nations unies pour l'établissement de rapports normalisés sur les dépenses militaires. La publication des données du Registre des armes classiques pour 2007, devrait arriver en août 2008.

### Facultés constitutionnelles du Congrès

#### Par rapport à la guerre et à la paix

- Peut-il déclarer la guerre?: Oui
- Son autorisation pour déclarer la guerre, est-elle nécessaire?: Oui
- Peut-il signer la paix?: Non
- Son autorisation pour signer la paix, est-elle nécessaire?: Oui <sup>(1)</sup>
- Son autorisation pour l'entrée de troupes étrangères, est-elle nécessaire?: Oui <sup>(1)</sup>
- Son autorisation pour la sortie de troupes nationales, est-elle nécessaire?: Oui <sup>(1)</sup>

(1) Cela correspond au Sénat.

#### Par rapport au contrôle

- Pour la nomination des officiers supérieurs des Forces armées, son approbation est-elle nécessaire?: Oui <sup>(1)</sup>
- Les officiers supérieurs des Forces armées, peuvent-ils être accusés par le Congrès?: Non
- Peut-il juger les fonctionnaires?: Oui <sup>(2)</sup>
- Participe-t-il à l'élection des fonctionnaires des institutions de contrôle extérieur?: Oui
- Peut-il introduire des modifications au budget national?: Oui <sup>(2)</sup>

(1) Cela correspond au Sénat.

(2) Correspond à la Chambre des députés.

#### États d'exception

Dénomination: suspension dans l'ensemble du pays ou lieu particulier, des garanties susceptibles de faire obstacle, à la situation évoquée, de manière rapide et efficace.

Cause: invasion.

Perturbation grave de la paix publique.

Tout événement susceptible de mettre la société en grave danger.

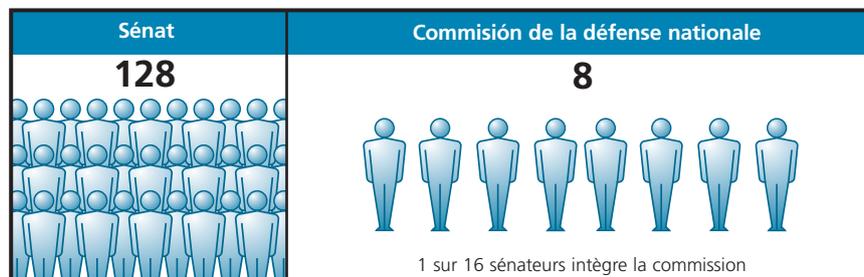
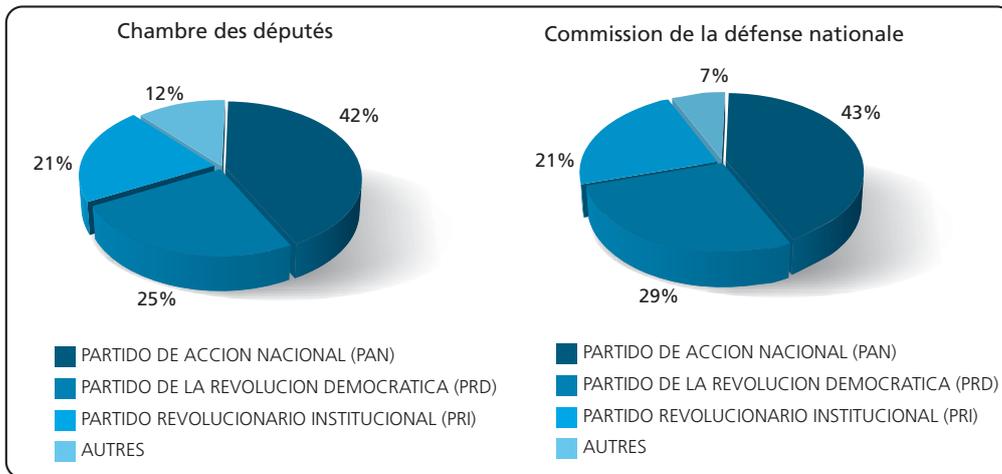
Conflit.

Participation du pouvoir législatif: requiert l'approbation du Congrès.

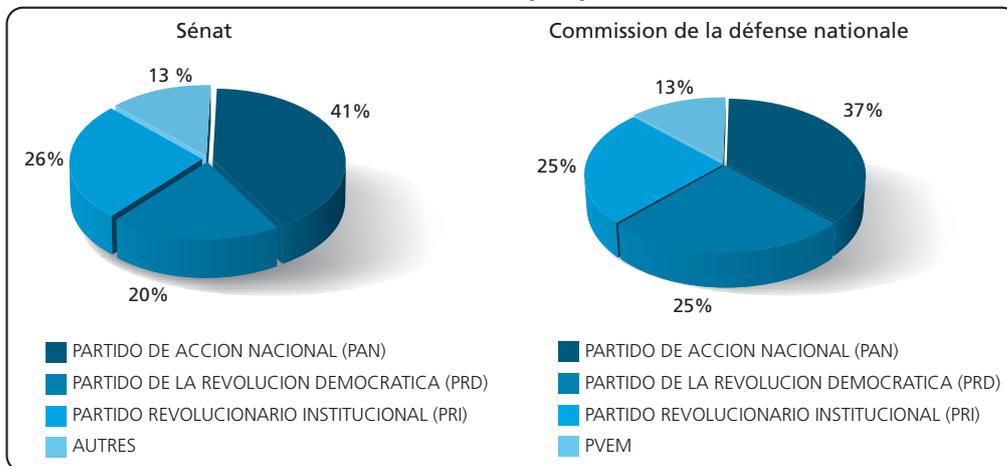
Source: Élaboration propre basé sur la Constitution.



**Distribution par partis**



**Distribution par partis**



Source: Élaboration propre sur la base des informations fournies par le pouvoir législatif.



## Organisation du système

### Fonctions

*Source:* Élaboration propre basée sur la Constitution, la *Ley Orgánica de la Administración Pública Federal* (DOF 29/12/1976; dernière réforme: DOF 01/10/2007), la *Ley Orgánica de la Marina de México* (DOF 30/12/2002), la *Ley Orgánica del Ejército y la Fuerza Aérea Mexicanos* (DOF 26/12/1986; dernière réforme: DOF 23/01/1998) et la *Ley de Seguridad Nacional* (DOF 31/01/2005; dernière réforme: DOF 26/12/2005).

#### Année de création

Secrétariat de la Défense nationale: 1937  
Secrétariat de la Marine: 1940

#### Actuels secrétaires (août 2008)

Secrétariat de la Défense nationale:  
Guillermo Galván Galván  
Secrétariat de la Marine: Mariano  
Francisco Saynez Mendoza

#### Est-ce que les militaires peuvent être des secrétaires?

Oui

#### Quantité de militaires qui ont été secrétaires

Secrétariat de la Défense nationale: 13  
Secrétariat de la Marine: 15

#### Quantité de civils qui ont été secrétaires

Secrétariat de la Défense nationale:  
Aucun  
Secrétariat de la Marine: 3

#### Y a-t-il eu des femmes à la charge des Secrétariats?

Non

[On ne tient pas compte des secrétaires en fonction actuellement.]

■ Permanence moyenne dans le poste des secrétaires  
**Secrétariat de la Défense nationale:**  
**5 ans et 4 mois**  
**Secrétariat de la Marine:**  
**3 ans et 8 mois**

## Niveau pouvoirs de l'État

Le Président de la République est le Commandant suprême des Forces armées. C'est en cette qualité qu'il exercera le Commandement suprême de l'Armée de terre et de l'air, d'une part, et de l'Armée de la mer, de l'autre.

Le Conseil de Sécurité nationale coordonne les actions orientées à préserver la sécurité nationale. C'est une instance délibérative dont la finalité est d'établir, de déterminer et d'articuler la politique de sécurité nationale, ainsi que de dicter les linéaments qui permettent d'articuler les actions des dépendances qui le composent.

Le Conseil se réunira à la convocation de son président avec une fréquence pas inférieure à tous les deux mois. Il est composé par le Président de la République, qui le préside, le secrétaire du Gouvernement (qui est son secrétaire exécutif), le secrétaire de la Défense nationale, le secrétaire de la Marine, le secrétaire de la Sécurité publique, le secrétaire des Finances et du crédit public, le secrétaire de la fonction publique, le Secrétaires des Affaires étrangères, le secrétaire des Communications et transports, le Procureur général de la République et le Directeur général du Centre de la recherche et de la Sécurité nationale. Les réunions du Conseil seront réservées.

Le Congrès national exerce les dispositions attribuées par la Constitution et suit en permanence les questions liées à la défense par l'intermédiaire des Commissions de la défense des deux chambres.

## Niveau ministériel

Le Haut Commandement de l'Armée de terre et de l'Armée de l'air est exercé par le secrétaire de la Défense nationale qui, conformément aux instructions reçues par le Président, est le responsable d'organiser, équiper, entraîner, former, administrer, et développer les Forces armées de la terre et de l'air.

Le Haut Commandement de l'Armée de la mer est exercé par le secrétaire de la Marine, qui, conformément aux instructions reçues par le Président de la République, est le responsable d'organiser, équiper, entraîner, former, administrer, et développer les Forces armées de la mer.

## Niveau militaire

L'État-major de la Défense nationale est l'organe technique opérationnel, collaborateur immédiat du Haut Commandement, qu'il assiste pour la planification et coordination des affaires liées à la défense nationale et à l'organisation, entraînement, opération et développement des Forces armées de la terre et de l'air et transforme les décisions en directives, instructions et ordres, veillant à leur accomplissement.

L'État-major général de l'Armée de la mer est l'organe conseiller du Haut Commandement, qu'il assiste pour la planification et coordination des affaires requises pour l'accomplissement des attributions octroyées à l'Armée en transformant ses décisions en directives, ordres et instructions, en veillant à leur accomplissement.

## Secrétariat de la Marine

Le Secrétariat de la Marine, en accord avec la Loi organique de l'administration publique Fédérale a, entres autres responsabilités, celle de préserver la souveraineté de la Nation. Ceci est réalisé en exécutant les actions de l'État dans les zones maritimes mexicaines, les îles, les cayes, les récifs, les plaques continentales et dans les espaces aériens qui leur correspondent.

De cette façon, il garantit la défense des intérêts de la Nation, le maintien de l'État de droit et l'ordre public, la sécurité dans le trafic maritime et sauvegarde la vie humaine et ses biens dans la mer.

Pour accomplir ces fonctions, on réalise des opérations de surface, aéronavales et d'infanterie de la Marine, ainsi que des activités de protection des installations stratégiques, de surveillance pour garantir la sécurité du trafic maritime, de sauvegarde de la vie humaine dans la mer, de récupération et de sauvetage, de combat contre le trafic de drogue, le trafic illégal de personnes et d'armes, et de secours à la population civile en cas de désastre et dans les zones de désastre ou d'urgence. Ces activités sont organisées à travers les mandats des forces, des régions, des zones et des secteurs navals.

## Secrétariat de la Défense nationale

Le Secrétariat de la Défense nationale est un organisme politique et administratif du pouvoir exécutif Fédéral dont les fonctions spécifiques sont dictées par la Loi organique de l'administration publique Fédérale. Il constitue également le Quartier général supérieur de l'Armée et de l'Armée de l'air.

Il est responsable de l'organisation, de l'équipement, de l'éducation, de la capacitation et du développement des Forces armées et des Forces de l'air au moyens de programmes de courtes et moyennes durées, permettant de:

-Défendre l'indépendance et la souveraineté de la Nation.

-Garantir la sécurité intérieure.

-Secourir la population civile en cas de besoins publics.

-Réaliser des actions civiques et des travaux sociaux qui tendent à faire progresser le pays.

-En cas de désastre, porter secours pour le maintien de l'ordre, pour aider les personnes affectées et protéger leurs biens et pour la reconstruction des zones affectées.

Outre les affaires désignées par le pouvoir exécutif Fédéral, il lui correspond également de:

-Promouvoir le respect des droits de l'homme.

-Combattre le trafic de drogue.

-Contribuer à combattre la délinquance organisée.

-Soutenir les tâches liées à la sécurité publique.

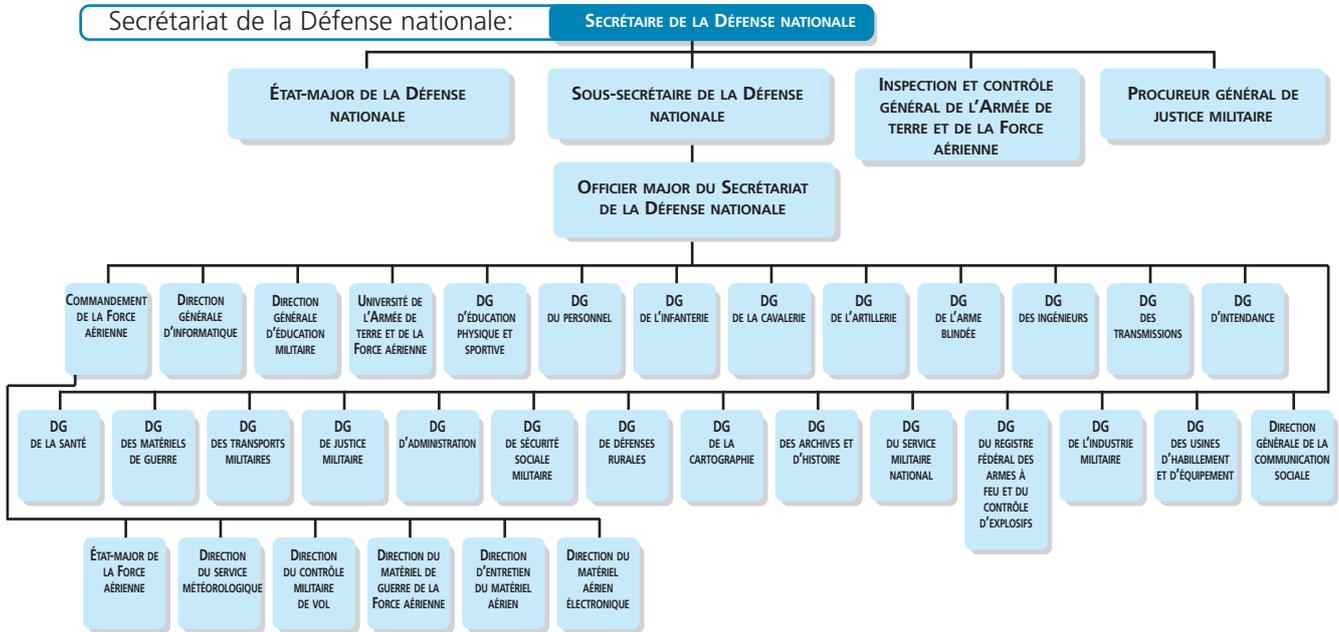
-Maintenir l'ordre interne.

-Proportionner la sécurité aux installations vitales.

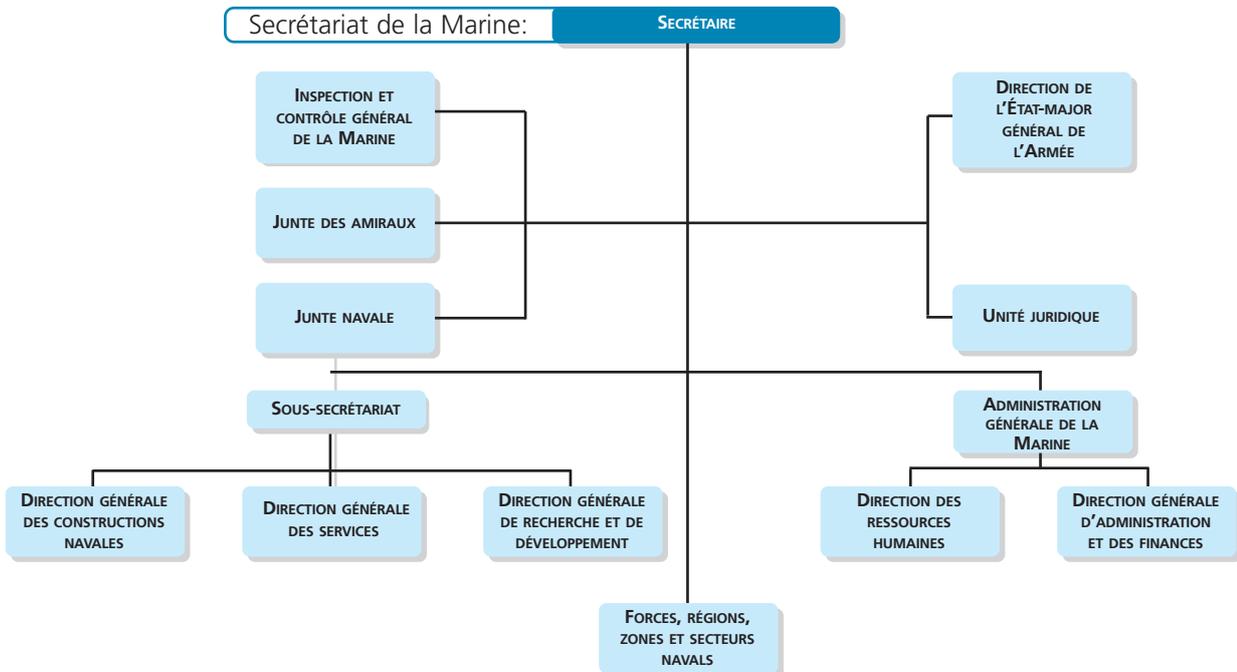
-Protéger l'environnement et les ressources naturelles.

*Sources:* Élaboration propre basée sur l'information fourni par des Secrétariats et sur la stratégie programmatique de la *Ley de Presupuesto de Egresos de la Federación para el Ejercicio Fiscal 2008* (DOF 13/12/2007).

ORGANIGRAMMES



Source: Élaboration propre en sur la base du *Reglamento Interno de la Secretaría de Defensa* (DOF 01/09/1992). DG: Direction Générale.



Source: Secrétariat de la Marine.



## Éducation pour la défense

### Principaux cours de spécialisation dans le domaine

Cours	Institution
- Maîtrise en sécurité nationale	Centre d'études supérieures navales
- Maîtrise en administration militaire pour la sécurité et la défense nationales	Collège de la Défense nationale

Source: Élaboration propre basée sur l'information fournie par les pages web des institutions mentionnées.

## Carrière militaire

### FORCE TERRESTRE

#### Héroïque collège militaire

Durée: 3 ans

Diplôme obtenu: Licence en sciences militaires

Grade à la fin des études: Sous-lieutenant

#### Écoles de formation intermédiaire

Lieutenant

Capitaine seconde

Capitaine premier

#### École d'état-major

#### École supérieure de guerre

Major

Lieutenant-colonel

Colonel

Général brigadier

Général de brigade

Général de division

#### Admission à l'héroïque collège militaire - 2007 - <sup>(1)</sup>

Candidats: 2.787

Admis: 350

Admis 1 sur 8 candidats

### FORCE NAVALE

#### Héroïque école naval militaire

Durée: 5 ans

Diplôme obtenu: Génie en sciences navales

Grade à la fin des études: Enseigne

#### Écoles de formation intermédiaire

Lieutenant de corvette

Lieutenant de frégate

Lieutenant de vaisseau

#### École d'état-major

#### Centre supérieure d'études navales

Capitaine de corvette

Capitaine de frégate

Capitaine de vaisseau

Contre-amiral

Vice-amiral

Amiral

#### Admission à l'école naval de cadets - 2008 -

Candidats: 4.036

Admis: 420

Admis 1 sur 9 candidats

### FORCE AÉRIENNE

#### Collège de l'air

Durée: 3 ans

Diplôme obtenu: Aviateur militaire

Grade à la fin des études: Sous-lieutenant

#### Écoles de formation intermédiaire

Lieutenant

Capitaine seconde

Capitaine premier

#### École d'état-major

#### École d'état-major

Major

Lieutenant-colonel

Colonel

Général de groupe

Général d'aile

Général de division

#### Admission au collège de l'air- 2007 - <sup>(1)</sup>

Candidats: 2.557

Admiss: 277

Admis 1 sur 9 candidats

(1) Jusqu'en août 2008, le processus d'admission 2008 se trouvait dans sa phase finale, 2.503 candidats se sont présentés à l'héroïque collège militaire et 2.557 candidats se sont présentés au collège de l'air.

Source: Ley Orgánica del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos (DOF 26/12/1986) et Ley Orgánica de la Armada de México (DOF 30/12/2002). Admission à l'académie: Secrétariat de la Défense nationale et Secrétariat de la Marine. Le tableau respecte strictement l'ordre et la hiérarchie des grades présentés dans chaque pays.

## Les Forces armées

### Mission générale

Défendre l'intégrité, l'indépendance et la souveraineté de la Nation; garantir la sécurité intérieure et la défense extérieure.  
 Porter secours à la population civile en cas de besoins publics, exécuter des actions civiques et des œuvres sociales qui tendent au progrès du pays; en cas de désastre, prêter assistance pour le maintien de l'ordre, du secours aux personnes et de leurs biens et à la reconstruction des zones atteintes.  
 Employer le pouvoir naval de la Fédération pour la défense extérieure et contribuer à la sécurité intérieure du pays.  
*(Ley Orgánica del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos, DOF 26/12/1986, Art. 1, et Ley Orgánica de la Armada de México, DOF 30/12/2002, Art. 1).*

### Missions particulières

#### Force terrestre

- Défendre l'intégrité, l'indépendance et la souveraineté de la nation.
- Garantir la sécurité intérieure.
- Porter secours à la population civile en cas de besoins publics.
- Exécuter des actions civiques et des œuvres sociales qui tendent au progrès du pays.
- En cas de désastre, prêter assistance pour le maintien de l'ordre, secours aux personnes et leurs biens et la reconstruction des zones atteintes.

#### Force navale

Sa mission est l'emploi du pouvoir naval de la Fédération pour la défense extérieure et contribuer à la sécurité intérieure du pays.

#### Force aérienne

- Défendre l'intégrité, l'indépendance et la souveraineté de la nation.
- Garantir la sécurité intérieure.
- Porter secours à la population civile en cas de besoins publics.
- Exécuter des actions civiques et des œuvres sociales qui tendent au progrès du pays.
- En cas de désastre, prêter assistance pour le maintien de l'ordre, du secours aux personnes et leurs biens et à la reconstruction des zones atteintes.

### Total des Forces: 248.141

Officiers: 11.018  
 Sous-officiers et Troupes: 38.426  
**49.444**



20%

80%

#### Force terrestre et Force aérienne

Oficiales: 36.011  
 Sous-officiers : 95.105  
 Troupes: 67.581

**198.697**



Source: Ley Orgánica del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos (DOF 26/12/1986) et Ley Orgánica de la Armada de México (DOF 30/12/2002) (missions); Secrétariat de la Marine et Ley de Presupuesto de Egresos de la Federación 2008 (DOF 13/12/2007) (effectifs).



### La femme dans les Forces armées

		Force terrestre	Force navale	Force aérienne
Année d'admission (officiers)	Unités professionnelles	1938	1938	1938
	Unités commando	2007	2008	2007
Grade atteint		Général de brigade	Amiral	Général d'aile

Les "unités commando" sont les militaires formés pour effectuer des missions militaires liées aux combats et qui ont la capacité de commander. Les "unités professionnelles" sont les militaires formés ou incorporés aux Forces pour fournir un service d'appui technique et/ou professionnel.

Source: Élaboration propre basée sur la *Ley Orgánica del Ejército y Fuerza Aérea Mexicanos* (DOF 26/12/1986), la *Ley Orgánica de la Armada de México* (DOF 30/12/2002), et des informations fournies par les institutions mentionnées.

### Sièges des bureaux des attachés de la défense et/ou militaires en/au:



Source: Information fournie par la Secrétariat de la Défense nationale et Secrétariat de la Marine. Le pays où l'attaché réside est considéré ici comme le siège, au-delà d'être accrédité dans un ou plusieurs pays.

Une analyse:

## Les Forces armées mexicaines: défis et structures face à la démocratie

Raul Benítez Manaut\*

■ A la différence du reste des structures militaires de l'Amérique latine, il existe au Mexique une organisation militaire unique dans son genre, produit de l'héritage de la révolution mexicaine (1910-1920), et la façon de régler les conflits entre les élites triomphantes de cette révolution.

Le régime révolutionnaire mexicain a eu des caractéristiques d'exception. Un solide régime totalitaire s'est construit, mais le pouvoir presque absolu des Forces armées s'est réduit de son intérieur pour le céder à une nouvelle élite, composée de leaders syndicaux et de paysans, une nouvelle classe moyenne qui a pris peu à peu le contrôle de l'appareil administratif de l'État. Les militaires sont restés comme un composant de l'État et du système politique, non plus comme par le passé, lorsqu'ils étaient l'axe articulatoire de celui-ci.

Pendant la décennie des années '20, entre 40 et 60 pour cent du budget national était consacré au maintien des armées révolutionnaires. Pour surmonter le caudillisme, en 1929 les leaders du nord ont conçu le chef-d'œuvre de la révolution: le Parti national révolutionnaire, qui deviendrait le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) en 1946. Les généraux de la révolution ont gouverné jusqu'à 1946. Cette année, d'une part comme effet de la fin de la Deuxième Guerre, mais surtout parce qu'on considérait le pays institutionnellement consolidé, on a transféré le pouvoir à un civil, et a commencé une nouvelle ère des relations civiles – militaires. Le pays a été gouverné par le PRI pendant soixante-onze ans (jusqu'en 2000), pendant lesquels quatre militaires et onze civils, de façon directe, ont été au pouvoir.

En termes du positionnement des Forces armées dans l'appareil de l'État mexicain, il n'existe pas de Ministère de la Défense tel qu'il est défini dans un système démocratique de gouvernement. Le secrétaire de la Défense nationale (géné-

■ Il existe au Mexique une organisation militaire unique dans son genre, produit de l'héritage de la révolution mexicaine (1910-1920).

\* Chercheur du Centre des Recherches sur l'Amérique du Nord de la UNAM



■ Le point culminant de la structure militaire mexicaine est l'absence d'un ministère civil des Forces armées, et d'un État-major conjoint.

ral quatre étoiles en activité), est à son tour le Commandant en chef de l'Armée de terre et de l'Armée de l'air. Autrement dit, il est à la fois un ministre d'État et le commandant militaire le plus important du pays. La loi organique de l'Armée de terre et l'Armée de l'air du Mexique établit que le secrétaire de la Défense doit être un général de division en activité. Dans le cas de la Marine, le Secrétariat de la Marine (SEMAR) est à la fois un Secrétariat d'État et le Commandement en chef de l'Armée. Le secrétaire de la Marine est le commandant de plus haute hiérarchie, quatre étoiles, dans la Marine. A la différence du cas SEDENA, il n'est pas nécessaire d'être un amiral en activité; cependant, la tradition politico-militaire fait que ce soit ainsi. Autrement dit, le Président pourrait nommer un secrétaire de la Marine sans changer la loi organique de la Marine.

Comme il y a deux Secrétariats d'État militaires, et à leur tour, deux commandements militaires, il existe dans la pratique deux Forces armées presque totalement autonomes entre elles. Cela se renforce par le fait qu'il n'existe pas dans le pays un État-major conjoint des Forces armées. C'est à dire que le point culminant de la structure militaire mexicaine est ce qui n'existe pas: un ministère civil des Forces armées, et un État-major conjoint.

Le cas de l'Armée de l'air est un paradigme. C'est la branche la plus récente et elle se trouve sous la protection de la SEDENA. Cependant, il existe un commandant de l'Armée de l'air mexicaine et il a son propre État-major (l'État-major de l'Armée de l'Air). Néanmoins, le Commandant et l'État-major sont subordonnés au Secrétariat de la Défense, et ils dépendent de lui. Pour cela, l'Armée de l'air n'a pas d'indépendance, et sa doctrine de guerre est subordonnée à celle de l'Armée de terre, en harmonie avec la doctrine de la défense, qui signale que le Mexique n'a pas d'ennemis étrangers militaires, n'ayant donc pas besoin d'une armée de l'air autonome dissuasive.

Les Forces armées ont leur épiceutre dans l'Armée de terre. La Marine et l'Armée de l'air ont des origines différentes, mais leur configuration dans des circonstances égales face à l'Armée de terre est un des problèmes en attente de modernisation. Cependant, il est difficile qu'une réforme intégrale des Forces armées se produise, étant donné que le thème militaire n'est pas une priorité dans l'agenda politique du Mexique. Le faible poids spécifique des militaires dans l'appareil politique (malgré l'exécution des missions importantes à l'appui d'un grand nombre de secrétariats d'État), en est la raison. Dans ce sens, les Forces armées mexicaines (par rapport au reste de l'Amérique latine), sont considérées un paradigme singulier, car, malgré le maintien d'une structure tracée depuis la position d'une révolution populaire triomphante il y a presque cent ans, et avoir été réorganisées sous un système autoritaire, elles sont considérées dépolitisées et professionnelles. A cause de cela, depuis les années de la Révolution, aucune tentative d'insurrection militaire a réussi, et il n'y a aucune force politique ou sociale qui mette en cause la doctrine, structure et modus operandi des Forces armées.

L'Armée de terre du Mexique est sans doute celle qui a davantage d'effectifs dans la structure des Forces. Ses missions principales sont (en plus de la mission principale constitutionnelle de défendre le pays face à un agresseur étranger): appuyer les corps de la sécurité publique du pays (surtout le Secrétariat de la Sécurité publique, en affectant actuellement presque 14.000 effectifs des Forces fédérales d'appui à la Police fédérale préventive); collaborer avec la Procuratie générale de la République dans le combat du trafic de drogue (surtout avec l'élimination des cultures de psychotropes et l'interception de trafic de cocaïne et d'autres drogues); missions de protection de la population civile face aux catastrophes naturelles (principalement les inondations et les ouragans dans les zones

côtières, mais aussi face aux séismes); protection de l'environnement (par exemple, campagnes de reforestation); collaborer avec le Secrétariat de la Santé à la vaccination préventive dans les régions marginalisées et de grande pauvreté; faire face aux mouvements politiques de protestation quand ils dépassent les corps de la sécurité publique (à la demande du Président); et encore d'autres. Sur le plan international, les activités de l'Armée de terre et de l'Armée de l'air sont très modestes. On offre surtout de la coopération binationale – mais pas dans le cadre des organismes internationaux – quand des catastrophes naturelles ravagent d'autres pays, surtout dans le Bassin des Caraïbes et en Amérique centrale. La présence de troupes mexicaines aux États-Unis lors de la destruction de la ville de la Nouvelle Orléans après le passage de l'ouragan Katrina, en septembre 2005 a été remarquable par son symbolisme.

Dans le cas de la Marine, pendant tout le XIXe siècle elle a été intégrée à l'Armée de terre dans le Ministère de la Guerre et de la Marine. Pendant la Révolution mexicaine, elle a été presque démantelée et inhabilitée à nouveau; sa restructuration a commencé pendant la période post révolutionnaire, jusqu'en 1940 où on a estimé qu'elle avait la capacité pour avoir des structures indépendantes de l'Armée de terre (dans la conjoncture de la Deuxième Guerre).

A la différence de l'Armée de terre, la Marine a une plus grande projection vers l'extérieur et participe de façon marginale aux missions de la sécurité intérieure. Cependant, elle répond aussi à un large éventail des missions d'appui aux autres Secrétariats de l'État. Par exemple (étant donné l'absence de structures policières côtières de la part la Procuratie générale de la République), la Marine fait le travail de garde-côtes. Elle prend part aussi à la guerre contre le trafic de drogue sur les côtes, et exécute beaucoup de missions de protection de l'environnement, cela aussi dû au manque de ressources du Secrétariat de l'Environnement. Sur le plan international, la Marine a déclarée dans les dernières années qu'elle pourrait prendre part aux opérations de paix, à condition que le Président estime que c'est positif. Également, elle a participé aux missions de sauvetage de la population en cas de catastrophe, par exemple, face au Tsunami en Indonésie, en décembre 2004. La collaboration navale avec le Guatemala, Belize, et les États-Unis est fréquente en termes de surveillance côtière, et a également montré une plus grande volonté de collaborer avec le Commandement nord des États-Unis.

Un autre des éléments des Forces armées du Mexique est sa relation avec le reste des structures de l'État (pouvoir judiciaire, législatif, gouvernements des états et gouvernements municipaux), et avec des structures autonomes de l'État, comme l'Institut fédéral d'accès à l'information (IFAI) et l'Institut fédéral électoral (IFE). De même, la relation avec des secteurs civils qui n'appartiennent pas à l'État est récente, et l'ouverture graduelle vers la société civile doit être considérée.

En ce qui concerne le pouvoir judiciaire, les Forces armées ont leurs propres tribunaux et les juges sont nommés par le secrétaire de la Défense nationale. Cela a été très critiqué par de nombreux juristes et des organisations non gouvernementales, car c'est considéré comme une démonstration d'autonomie et même d'impunité, parce que cela empêche l'intervention de la justice lorsque des militaires sont impliqués. De même, vers les propres militaires, les injustices découlent des grandes différences qui existent entre la législation civile et la militaire, et les difficultés pour appliquer, par exemple, un procès de protection ou garantir une défense pour avoir une procédure régulière.

En rapport au pouvoir législatif, seulement pendant la précédente période de gouvernement du président Vicente Fox les secrétaires d'État militaires se sont rendus aux Chambres des députés et au Sénat pour avoir des audiences avec les

■ Les Forces armées ont leur épice dans l'Armée de terre. La Marine et l'Armée de l'air ont des origines différentes, mais leur configuration dans des circonstances égales face à l'Armée de terre est un des problèmes en attente de modernisation.



■ En 2007 a été négocié entre le gouvernement du Mexique et celui des États-Unis l'appelée « Initiative Mérida », un paquet de 1.4 milliard de dollars à mettre en oeuvre en trois ans.

législateurs. Dans le passé la communication était inexistante. Il y a des commissions de la défense et de la marine, dont les membres ont répondu sans mettre en question les chefs des commissions pendant la période de gouvernement du PRI; ses présidents ou secrétaires ont été des militaires à la retraite ou en commission. Pour cela, les lois militaires n'ont jamais été mises en cause. A l'heure actuelle on observe un lent progrès de sensibilisation mutuelle, concernant la nécessité d'avoir de meilleurs et plus forts liens entre les Forces armées et le pouvoir législatif.

En ce qui concerne les gouvernements des états et les municipaux, il y a une relation de respect entre les autorités et les Forces. Néanmoins, dans les états et les municipalités avec des garnisons militaires ou ayant une grande présence militaire (par exemple, dans des barrages d'autoroutes pour implémenter la loi des armes à feu et explosifs, ou en collaboration avec la guerre au trafic de drogue), les militaires jouissent de l'autonomie de fait, et ils pourraient difficilement être jugés dans des tribunaux civils si ils ont un incident. Autrement dit, ils jouissent de ressources matérielles et humaines beaucoup plus élevées, très souvent, que celles des autorités locales.

En ce qui concerne la société civile et les nouvelles structures de l'État mexicain (comme le IFAI), les militaires ont été réceptifs aux demandes d'accès à l'information, mais en même temps, la plupart de l'information est considérée réservée, de sécurité nationale. Les deux secrétariats d'État militaires ont été les derniers à ouvrir au public leurs pages web, après le reste de l'appareil du gouvernement fédéral mexicain. Les militaires mexicains ont refusé de rédiger un livre blanc de la défense, ou deux livres sectoriels, et les forums de discussion avec les secteurs civils sur les politiques de la défense n'existent pas, à différence de ce qu'on observe dans presque tous les pays de l'Amérique latine. Les rapports rendus par les secrétaires d'État au Président et au Congrès, documents publics par nature, ont été considérés secrets d'État jusqu'à deux ou trois ans en arrière. Ce secret est beaucoup plus prononcé lorsqu'on prétend connaître le système d'armement du pays, ou les détails de l'utilisation du budget.

En ce qui concerne le rapport militaires - IFE, jusqu'à ce jour, l'IFE confie aux Forces armées la protection des matériaux de suffrage, pour être transférés aux bureaux de vote dans tout le pays lors des élections. De la même façon, ils font la surveillance des centres de vote et des installations de sauvegarde des votes. Cela est un signe de confiance envers l'institution militaire, surtout de la part des partis politiques.

Les Forces armées mexicaines comparées à d'autres similaires en Amérique latine ou dans d'autres régions du monde, continuent à soutenir un haut nationalisme dans leur doctrine et leurs actions. Cela est un empêchement pour avoir une présence plus active dans le système de sécurité internationale. L'opinion politique et publique du Mexique est divisée à ce sujet, aussi en ce qui concerne la collaboration militaire avec les États-Unis, avec d'autres pays de l'Amérique latine, ou face aux organismes internationaux.

A la mi-2006, l'élection présidentielle (remportée par Felipe Calderón Hinojosa, candidat du parti Action nationale – PAN), a montré beaucoup de faiblesses dans le processus de transition à la démocratie au Mexique. En même temps, la violence commune et celle provoquée par le crime organisé, se sont élevées à des niveaux jamais vus auparavant. De même, l'escalade de la violence provoquée par le trafic de drogue a frappé de nombreux membres des Forces armées et des corps de sécurité. Dans ce cadre, Calderón avait commencé à parler d'une nouvelle stratégie contre le trafic de drogue (même avant d'assumer la Présidence),

par l'utilisation massive des Forces armées, et il a demandé aux États-Unis une aide d'urgence. Dans le courant de l'année 2007, a été négocié entre les deux gouvernements l'appelée « Initiative Mérida », un paquet de 1.4 milliard de dollars à mettre en oeuvre en trois ans. Cette aide se concentre dans une importante partie vers les Forces armées.

L'emploi intensif des Forces armées dans la guerre du trafic de drogue a eu de nombreuses conséquences. Parmi elles, les plaintes présentées contre les membres de l'Armée de terre devant la Commission nationale des droits de l'homme ont augmentées: 144 en 2004; 194 en 2005; 200 en 2006; 384 en 2007 et 242 de janvier à avril 2008. Cela conduit à une équation incontournable: la sur-utilisation des Forces armées dans la guerre contre le crime organisé, per se, implique de possibles violations des droits de l'homme, en raison du faible niveau d'éducation des militaires des rangs inférieurs, et à une formation déficiente dans ce domaine. Avec l'arrivée de l'assistance des États-Unis, ce sujet sera l'un des plus importants dans les débats sur l'utilisation des Forces armées, l'emploi d'équipement étranger, et la supervision de celui-ci par le gouvernement des États-Unis et la société civile, qui exige de la transparence. Étant donné qu'il s'agit d'une guerre à long terme, elle doit conduire les Forces armées à adapter les stratégies et les tactiques employées, dans le respect de la population. Autrement, il y aura de nombreux obstacles dans le Congrès mexicain et dans l'américain, et dans la société civile des deux pays.

Il y a également des tendances positives dans les Forces depuis la prise de fonctions du président Calderón. La plus remarquable est la directive pour augmenter l'admission des femmes aux académies militaires, et aux postes directement liés à la profession militaire (non seulement comme soutien administratif, services ou questions médicales). Grâce à cela, les promotions peuvent être assimilées à la carrière masculine. Un autre élément important, lié au sujet des droits de l'homme, est l'ouverture des bureaux des droits de l'homme, au début de l'année 2008, pour recevoir des plaintes, autant de la population que depuis l'intérieur des Services, par rapport aux abus commis par leurs supérieurs. Le succès de ces deux mesures reste encore à évaluer, étant donné que ces réformes sont récentes.

En fait, la guerre contre le trafic de drogue dirige les principaux efforts des Forces armées à leur combat :elles ont besoin d'un soutien budgétaire et politique très important, autant de l'exécutif que du Congrès. Cela peut inhiber l'internationalisation de la présence militaire mexicaine, et peut conduire à un processus non désiré de militarisation des instances civiles de renseignement, de la sécurité publique, et même de la justice. De toute façon, malgré ce qui est signalé en relation aux droits de l'homme, les Forces armées sont parmi les institutions qui inspirent le plus de confiance à la population dans les sondages d'opinion.

■ Une tendance positive à l'heure actuelle est la directive pour augmenter l'admission des femmes aux académies militaires, et aux postes directement liés à la profession militaire.